

Bitcoin : la revanche inattendue des libertariens

Pierre Schweitzer

▶ **To cite this version:**

Pierre Schweitzer. Bitcoin : la revanche inattendue des libertariens. Un universitaire entre droit et économie, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2019, 978-2-73141145-4. hal-02120767v2

HAL Id: hal-02120767

https://amu.hal.science/hal-02120767v2

Submitted on 4 May 2020 (v2), last revised 7 May 2020 (v3)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Bitcoin : la revanche inattendue des libertariens

Introduction

Serge Schweitzer se revendique d'un courant de pensée original, iconoclaste, qui trouve ses racines dans la pensée libérale classique mais pousse sa logique jusqu'à l'extrême. Plus libéral que les libéraux, il est libertarien. Ce terme est peu connu en France, tout comme la pensée qu'il désigne et qui est représentée par des auteurs tels que Murray Rothbard, Robert Nozick, Lysander Spooner. Plus proche de nous, des économistes français tels que Gérard Bramoullé et Bertrand Lemennicier ont beaucoup oeuvré à populariser cette philosophie radicale. Nombreux sont les gens qui confondent libertariens et "libertaires", alors que ces derniers pêchent par une incohérence flagrante et une tendance marquée à la violence politique qui ne ressemblent en rien à la tradition libertarienne. Celle-ci repose principalement sur le refus absolu de la coercition étatique et l'organisation de la société autour du principe de non-agression, en vertu duquel tout échange ne peut être que volontairement et individuellement consenti entre les parties, sans exception possible. La conséquence logique est l'impossibilité pour un Etat d'exercer le pouvoir sous la forme que nous connaissons, c'est-à-dire en usant d'un monopole de la violence légale financé et perpétué par l'impôt, sans possibilité pour ses citoyens de dénoncer le "contrat social" dont l'Etat estime tirer légitimité autrement qu'en quittant sa juridiction en faveur de celle d'un autre Etat, lorsque cela est possible. Dans une société où l'idée de modernité est trop souvent indissociable de l'attachement à l'Etat - un attachement qui doit en partie à une mystique qui n'est pas sans rappeler la religion que nous avons cru éradiquer - être libertarien est dérangeant au plus haut point pour la majorité des courants d'idées. Trop révolutionnaire pour les conservateurs, trop libre pour les apprenti-sorciers de l'ingénierie sociale qui aiment s'appeler progressistes, trop libéral pour les socialistes, etc. Ceux qui vivent de l'Etat redistributeur, agents ou bénéficiaires, peuvent encore pardonner à certains d'exprimer un désaccord politique tant qu'ils perdent les élections et acceptent de payer l'impôt sans lequel la source magique de l'argent public se tarirait immédiatement. Mais ils ne peuvent tolérer que des individus osent rejeter la société au point de vouloir faire sécession, fût-ce individuellement, et dénoncent les règles du jeu que tous les autres considéraient comme incontournables, voire sacrées.

Serge Schweitzer n'a jamais prétendu à une (impossible) neutralité dans ses enseignements. Libéral décomplexé, il n'a jamais cherché à cacher une vérité embarrassante à une époque où objectivité et neutralité sont des maîtres-mots : il est pratiquement impossible de parler d'économie autrement qu'avec des présupposés philosophiques, ou politiques au sens classique du terme[1]. L'objectivité sciemment recherchée menant trop souvent à un consensus mou dont personne n'ose dévier, l'autre voie consiste à afficher ses idées - sans toutefois les faire accepter comme science - tout en espérant que la confrontation des subjectivités permette aux esprits honnêtes de parvenir à une vision équilibrée. Un peu comme le prix de marché ne reflète pas tant une réalité objective de la valeur mais plutôt une rencontre entre deux subjectivités. La liberté académique censée prévaloir dans le supérieur est précieuse, et c'est en vertu de cette liberté que celui que nous honorons à travers ces mélanges a souvent pu débattre avec ses propres

[1] Il ne s'agit pas naturellement de réduire la science économique à une suite d'opinions qui pourraient se valoir, loin s'en faut. Nous voulons plutôt reconnaître qu'au-delà de grands principes sur lesquels le consensus économique est quasi-absolu, les recherches en économie ne sont jamais exemptes de présupposés, à commencer par l'échelle considérée (micro, macro), les indicateurs retenus, ou encore les mots choisis pour décrire une réalité donnée.

étudiants, une pratique formatrice de l'esprit critique et dont l'intolérance croissante sur les campus universitaires - des deux côtés de l'Atlantique[2] - menace concrètement l'existence.

Si l'appareil intellectuel des libertariens est très perfectionné et redoutablement cohérent à partir de principes aisément acceptables, la question de la mise en place concrète d'une société plus libertarienne se heurte à des obstacles de taille. Comment sortir de la tyrannie de la majorité sans entrer en politique ou recourir à la violence - fût au nom de la liberté ? Certains libertariens ont opté pour un engagement temporaire en politique, mais avec un succès extrêmement limité. D'autres ont opté pour la désobéissance contre l'ordre établi, mais avec des conséquences souvent graves[3]. Il existe cependant une autre voie, qui consiste à saper les fondements du pouvoir étatique dans une relative discrétion (au début, du moins) par le biais de la technologie. Car hélas pour les gouvernements, il est beaucoup plus difficile d'innover pour un appareil centralisé et inefficace que pour des individus libres et créatifs, répartis autour du globe et connaissant les vertus de l'entreprise au sens le plus large du terme. S'il fut une époque où le manque de capital pouvait encore freiner l'émancipation par la technologie dans un monde reposant largement sur l'industrie, tout a changé depuis. La valeur économique se trouve relativement moins dans les objets et les ressources que dans l'intelligence qui permet de les utiliser efficacement pour en dériver un maximum d'utilité. Autrement dit l'intelligence, le capital humain comptent toujours plus et jouent en faveur d'individus modestes par la richesse mais doués et travailleurs.

Les techno-libertariens - c'est ainsi qu'ils se désignent parfois - ont joué un rôle important dans l'évolution du réseau Internet. Si ce réseau est décentralisé, hors du contrôle direct des gouvernements et avec une totale liberté d'accès et permission d'innover, c'est notamment grâce aux efforts des pionniers qui ont donné au net une telle avance technologique et ancré si profondément les principes du "bottom-up" dans son architecture que les gouvernements ont été pratiquement obligés de suivre. Ces derniers luttent maintenant contre des moulins à vent avec un acharnement qui au mieux donne une caution volontariste aux dirigeants, alors qu'ils ne parviennent pas à contrôler l'information qui circule librement ainsi que le commerce illégal (mais pas immoral) qui s'y déroule. Les gouvernements peuvent certes interdire certaines expressions ou certaines activités, mais ils sont incapables d'appliquer efficacement cette interdiction puisque les individus décidés à la braver disposent d'outils facilement accessibles pour arriver à leurs fins[4].

Internet permet d'accéder en quelques clics à l'ensemble de la pensée libertarienne, gratuitement dans une majorité de cas et dans plusieurs langues. Prenons un peu de recul, et mesurons la puissance de l'outil informationnel qu'est Internet pour diffuser des idées qui sont au mieux marginalisées dans le monde académique et politique, et au pire totalement absentes. Mais si Internet assure la libération des esprits, les corps demeurent économiquement attachés au navire en perdition qu'est l'Etat-Providence de ce début de XXIème siècle. La monnaie officielle de chaque gouvernement a généralement seul cours légal, et la politique monétaire est entièrement

---

[2] Aux Etats-Unis la technique de la pensée postmoderne et "intersectionnelle" est bien rodée : toute expression possiblement "offensante" (pour qui que ce soit, seul le point de vue de l'offensé est pris en compte) est facilement évincée sous prétexte de maintien de l'ordre. Quelques manifestants promettent d'empêcher les idées "fascistes" - c'est-à-dire contraires aux leurs - de s'exprimer sur le campus, et les dirigeants de l'université souhaitant éviter le moindre trouble cèdent bien souvent en annulant la prise de parole concernée. En France les bloqueurs d'universités en 2018 ont usé de la même technique.

[3] Ce fut le cas pour l'américain Lysander Spooner, ruiné par les tenants du monopole des postes après sa tentative de concurrence par sa propre compagnie privée qui commençait enfin à trouver le succès.

[4] De nombreux logiciels libres, gratuitement téléchargeables permettent d'accéder aux contenus restreints tels que les places de marché pour les substances illicites ou les forums de discussion d'idées trop polémiques pour pouvoir s'exprimer aisément sur l'Internet public. Même dans des pays autoritaires comme la Chine ou la Turquie, les internautes disposent d'outils de contournement de la censure, et à défaut de liberté effective une certaine expression libre demeure discrètement.

entre les mains de banques centrales dont les motivations ne sont guère plus rassurantes que celles de la classe politique. L'ensemble du système financier, n'en déplaise à nos dirigeants, est sous la surveillance et la direction étroites de l'Etat qui impose ses règles, sa fiscalité, et sa vision du "bon" niveau de croissance ou d'inflation pour toute l'économie.

Bitcoin n'est pas une monnaie pour Internet, c'est l'Internet de la monnaie[5]. Il faut entendre par là que la libération soudaine qu'a connu l'information est en train de se réaliser de manière similaire pour la monnaie. Bitcoin est un logiciel libre, un protocole de paiement décentralisé pair-à-pair et une unité monétaire inventée en 2009 par une personne dont l'identité nous est à ce jour inconnue. Si les débats sont toujours vifs entre économistes dès qu'il s'agit de caractériser Bitcoin et de s'accorder sur son potentiel pour concurrencer les monnaies nationales, nous défendrons l'idée selon laquelle il possède toutes les qualités d'une monnaie et pourrait - sous certaines conditions - constituer une alternative crédible bien que partielle au système monétaire actuel.

Considérant l'importance de la monnaie dans le cadre du combat pour les idées libérales (partie 1), et le relatif échec du mouvement libéral au XXème siècle sur la préservation d'une monnaie saine et la décroissance du poids de l'Etat (partie 2), Bitcoin nous semble être le front le plus prometteur du combat pour un monde libéral par sa nature radicale, mondiale, et son utilité concrète (partie 3).

1. L'importance de la monnaie dans le combat libéral

A. La monnaie, garante d'un ordre économique et social stable et juste

La monnaie est une institution aussi ancienne que la civilisation, elle est si profondément intégrée à notre vie quotidienne que bien peu sont finalement capables d'expliquer sa raison d'être, son origine, et son fonctionnement actuel. Pour nos lecteurs non-économistes il n'est pas superflu de s'arrêter brièvement sur ces éléments.

Nous comprenons généralement que la monnaie représente de la valeur et nous permet, la plupart du temps en échange d'un travail, de nous procurer les biens et services dont nous avons besoin. Elle est donc un intermédiaire, un artifice technique pour échanger des biens et services contre d'autres biens et services sans les limitations du troc. En effet, l'économie de troc est condamnée ne jamais dépasser un stade rudimentaire car elle limite les échanges dans l'espace et dans le temps. En raison du caractère périssable ou éphémère de nombreux biens et services, nous serions forcés de trouver dans notre environnement immédiat les partenaires d'échange capables de nous fournir ce que nous désirons, et qui désirant ce que nous sommes capables de leur fournir. Ce système peut péniblement fonctionner à l'échelle d'un village où chacun connaît son voisin et peut anticiper l'échange à venir, mais il est difficile de fonctionner seulement avec le troc sur un territoire plus large. Il est pourtant indispensable d'élargir la taille du marché, car ce n'est que l'augmentation de cette échelle géographique qui permet de diviser suffisamment le travail pour bénéficier des gains de productivité et de l'innovation si bien décrits par Adam Smith dans sa grande oeuvre.

Si échanger dans l'espace est facteur de progrès économique, prévoir son activité économique dans le temps est peut-être encore plus important. Le système que nous appelons aujourd'hui capitalisme se caractérise par le sacrifice régulier d'une production ou d'une consommation présente pour consacrer des ressources à l'amélioration des moyens de production, ou à l'épargne en vue d'une consommation future supérieure, ce qui revient au même. Il est indispensable de pouvoir conserver de la valeur dans le temps pour faire fonctionner ce système, ce qui est pratiquement impossible sans l'usage d'une monnaie. Cette dernière est donc le socle du mode de production et d'organisation fondé sur la division du travail, l'extension du marché et l'échange volontaire.

---

[5] L'expression est d'Andreas Antonopoulos, un des vulgarisateurs les plus connus de Bitcoin, auteur de Mastering Bitcoin et The Internet of Money (vol. 1 et 2).

Historiquement diverses marchandises se sont progressivement et spontanément imposées en tant que monnaie, car elles présentaient certaines caractéristiques telles que la durabilité, la divisibilité, la fongibilité et la difficulté à imiter ou encore la facilité de transport. L'or remplissant bien la plupart de ces fonctions, il fut utilisé comme monnaie dans pratiquement toutes les régions du monde et à toutes les époques. Mais l'usage de l'or comme marchandise, notamment dans la fabrication de bijoux et plus récemment dans l'industrie, pourrait faire oublier que ces usages sont tout à fait secondaires par rapport à la vraie fonction de l'or : représenter symboliquement une contribution à la société sous forme de valeur créée par la production et l'échange, et donc une créance sur la production à venir.

Les inconvénients pratiques de l'or, notamment en matière de transport, ont poussé les civilisations les plus commerçantes à imaginer des substituts au métal précieux, qui passèrent de simples preuves de dépôt directement échangeables contre de l'or (ou toute autre monnaie-marchandise) à de la monnaie papier de moins en moins facilement de moins en moins convertible en métal, mais de plus en plus acceptée comme paiement. Comprenant le potentiel de tricherie de tels instruments, les gouvernements s'en accordèrent autant que possible le contrôle effectif, par la loi ou par la force. En effet il apparaissait relativement aisé, une fois la confiance établie dans le papier-monnaie, d'abuser de cette confiance en mettant en circulation plus d'unités monétaires papier que de monnaie-marchandise réellement possédée par l'émetteur. Les gouvernements du passé n'étaient guère différents de ceux d'aujourd'hui sur un point au moins : leur volonté illimitée d'accroissement des dépenses publiques sans grand égard pour les recettes qui les financent. Les abus sont donc légion dans l'histoire, et ce dès l'apparition de la monnaie frappée. Les abus s'aggravent avec la monnaie-papier, où on assiste à des scandales monétaires à grande échelle tels que le système de John Law sous la Régence ou celui des Assignats pendant la Révolution Française[6]. Ces expériences traumatisantes pour tous ceux qui croyaient avoir stocké de la valeur dans le temps font apparaître plus clairement la nature profonde de la monnaie : celle-ci est une sorte d'instantané de la répartition des richesses en un moment donné dans une société. Georg Simmel décrivait la monnaie comme « une créance sur la société », soulignant par là sa dimension sociologique et collective, la nécessaire confiance qui doit régner entre ses utilisateurs. De fait il est impossible de détacher la fonction économique de la monnaie de son aspect politique, puisque les agents économiques, qui sont aussi des membres d'une société organisée politiquement et socialement, doivent conserver une certaine confiance dans la capacité du système monétaire à représenter correctement les efforts de production passés. Chaque fois que l'Etat abuse de son pouvoir pour fausser la répartition des richesses représentée par la détention de monnaie, il s'expose à des troubles sociaux et à une crispation économique qui se traduit généralement par un abandon des monnaies légales au profit des monnaies-marchandises, voire par un retour pur et simple à l'économie de troc.

Si on accepte l'idée selon laquelle le mérite, dans une société libre, se mesure par la somme de biens et services utiles à autrui que chacun a pu produire et échanger par coopération volontaire, alors la monnaie détenue en plus de la richesse patrimoniale d'un agent est un indicateur fort de sa contribution à la prospérité de l'ensemble. Dans une méritocratie économique, la monnaie mesure donc le mérite et lui assure une récompense sous forme de créance sur le reste de la production économique. Elle est d'une importance cruciale pour maintenir les incitations à la production et à la coopération volontaire, condition de la prospérité des sociétés civilisées et méritocratiques.

---

[6] Ces expériences peuvent se résumer ainsi : des morceaux de papier certifiés donnaient normalement droit à des richesses réelles - une part des richesses de la Louisiane, ou une part des Biens Nationaux confisqués sous la Révolution - jusqu'à ce qu'on s'aperçoive que les papiers en circulation excédaient de si loin leur collatéral réel que seuls les premiers à échanger leurs titres contre des biens réels ou de la monnaie-or ont pu éviter la ruine, les autres se retrouvant en possession de morceaux de papier sans valeur d'échange, la société ayant brutalement compris que rien ne garantissait finalement leur valeur. Ces titres ayant été acquis contre des espèces sonnantes et trébuchantes, le plus grand gagnant du système fut évidemment l'émetteur qui se vit nouvellement doté d'un pouvoir d'achat bien réel qu'il ne se priva guère d'utiliser.

B. Bitcoin, une monnaie libérale

Bitcoin est un projet initialement présenté dans une newsletter destinée à des amateurs de cryptographie, par un mystérieux Satoshi Nakamoto. Malgré d'intenses recherches, personne n'a pu prouver l'identité de cette personne (à moins qu'il ne s'agisse d'un groupe de personnes) à ce jour, et l'inactivité complète des adresses Bitcoin correspondant à cet utilisateur originel laisse penser qu'il est décédé. Cette question a cependant peu d'importance, puisque le projet est très clairement expliqué dans un article, couramment appelé "Bitcoin White Paper", publié vers la fin de l'année 2008. Intitulé "Bitcoin, un système de cash électronique pair-à-pair", cet article décrit comment l'usage de procédés cryptographiques et informatiques permettrait d'atteindre un consensus décentralisé entre des parties qui ne se connaissent pas et ne se font pas confiance. Bitcoin est bien présenté comme une monnaie, et la fameuse "blockchain" n'est qu'un des aspects de Bitcoin, en l'occurence un système de découpage des transactions en blocs rattachés les uns aux autres par des fonctions cryptographiques à sens unique, un procédé permettant d'éviter que certains participants tentent de réécrire le passé des transactions à leur profit, perturbant ainsi la confiance inspirée par le système tout entier.

Pour faire fonctionner Bitcoin il faut installer un logiciel dont le code est librement disponible sur le web, afin que chaque participant puisse l'inspecter et s'assurer de son honnêteté. Ce logiciel, lancé en janvier 2009, a depuis fonctionné sans discontinuer sur un certain nombre d'ordinateurs assurant l'existence d'un véritable réseau de participants à cette expérience nouvelle. Ce qui rend Bitcoin difficile à appréhender intellectuellement pour beaucoup, c'est sa réduction de la monnaie à sa forme fondamentale : une preuve de détention inscrite dans un registre commun. C'est d'ailleurs ainsi que fonctionne l'argent électronique tel que nous le connaissions jusqu'ici : la banque d'un client accepte ou non d'effectuer une transaction en fonction de ce qu'indique le registre qu'elle détient, sans besoin de nécessairement utiliser des pièces et billets. Ce système présente toutefois deux inconvénients par rapport aux pièces et billets. Premièrement la banque est la seule à détenir le registre et peut donc abuser de son pouvoir pour le modifier, par exemple en diminuant unilatéralement la balance du compte pour répondre à une exigence de l'Etat dans un contexte de crise monétaire comme celle qu'a connu l'Argentine en 2001-2002. Deuxièmement, même lorsque la balance est respectée le client de la banque est connu sous son identité réelle, ce qui ouvre la porte à une surveillance financière parfois inquiétante. Si cette dernière est vue comme un rempart contre le blanchiment d'argent ou la fraude fiscale, c'est aussi une manière pour les gouvernements de faire un usage politique de la monnaie, par exemple lorsque les Etats-Unis décident qui a le droit ou non de commercer avec des ressortissants de pays comme l'Iran.

Bitcoin préserve l'anonymat de l'argent liquide, puisque dans le registre commun les utilisateurs ne sont par connus par un nom mais seulement par une adresse alphanumérique. Il évite aussi le risque de modification arbitraire du registre commun, car ce dernier est décentralisé, c'est-à-dire stocké sur des milliers d'ordinateurs différents dans le monde entier, qui se mettent d'accord en permanence sur la mise à jour du registre pour suivre les dernières transactions par un mode de consensus automatisé et reposant sur des procédés cryptographiques couplés à une dépense de ressources informatiques (et donc électriques) considérable qui permet d'éviter que des participants inscrivent des transactions frauduleuses et tentent de les faire accepter au registre commun. Ce procédé, connu sous le nom de minage, est donc une mesure de sécurité indispensable à la confiance qui règne entre des participants qui ne se connaissent pas. Si le registre est anonyme[7] et sécurisé, il est dès lors inutile de faire concrètement circuler les unités monétaires appelées bitcoins, la seule preuve de leur détention par celui qui s'en prévaut suffit au fonctionnement des transactions.

---

[7] Il est important de noter que si les vrais noms des participants n'apparaissent pas, en revanche les balances et transactions associées à chaque adresse Bitcoin sont publiques. Il s'ensuit que si une identité réelle peut être rattachée à une adresse sur le réseau, alors l'activité de cette personne sur le réseau est entièrement mise à nu puisqu'il suffit de remonter le fil des transactions. C'est la curiosité du registre anonyme mais public, tandis que les banques contrôlent leur registres mais les gardent à l'abri des regards, à l'exception notable de celui des agents du fisc, de la police ou de la justice…

Le caractère libéral - voire libertarien - de Bitcoin apparaît sous plusieurs aspects. D'abord son contexte de création, puisque c'est peu après la période la plus critique de la crise financière de 2007-2008 que Satoshi Nakamoto présente son projet. D'ailleurs le bloc de genèse, c'est-à-dire le premier bloc de la blockchain, contient un titre du Times de Londres[8] au sujet du sauvetage des banques en difficulté au coeur de la crise financière. Beaucoup en ont conclu que Bitcoin avait été créé en réponse au scandale que constituait le sauvetage de banques trop gourmandes par l'argent du contribuable, une thèse cependant contestée par d'autres qui voient dans cette action une manière de simplement attester de la date de création de la blockchain, le choix de l'article étant un pur hasard. Toutefois ce n'est pas la seule référence à une vision libérale de la monnaie. Bitcoin est parfois qualifié d'or numérique, car sa "politique monétaire" consiste à ne presque pas créer de monnaie, sauf pour inciter les mineurs à sécuriser le réseau en les récompensant par l'attribution des seuls nouveaux bitcoins entrant en circulation. Autrement dit la masse monétaire augmente à un rythme faible, entièrement prévisible, ce qui n'est pas sans rappeler la manière dont fonctionne l'or. Ce dernier a une quantité déjà en circulation, et une très faible proportion de cette masse totale est minée chaque année, ce qui assure à l'or déjà extrait une stabilité remarquable en termes de pouvoir d'achat. Si on compare le pouvoir d'achat de l'or à toutes les monnaies nationales que nous connaissons ou avons connu dans notre histoire, le constat est sans appel : le premier conserve sa valeur depuis des milliers d'années, tandis que les secondes perdent en valeur quasiment chaque année, faisant pratiquement disparaître leur valeur d'origine au bout de quelques décennies. C'est la raison pour laquelle de nombreux économistes libéraux, s'ils reconnaissent au papier-monnaie ou à la monnaie électronique des qualités pratiques, considèrent que l'étalon-or est la seule garantie crédible contre l'augmentation disproportionnée de la masse monétaire émise par les banques centrales, d'où le souhait de ces économistes de forcer les banques centrales à garantir la valeur de ces artifices monétaires par une convertibilité effective dans la seule vraie monnaie qui a démontré sa stabilité historique : l'or. Bitcoin a réussi la prouesse technique de garantir la rareté d'un bien numérique, qui pourtant est abondant par définition. Dans l'esprit de ses concepteurs, on imagine aisément que Bitcoin est censé combiner les avantages de l'or (rareté, universalité) avec ceux du cash (anonymat, impossibilité de double dépense et contrôle intégral par l'utilisateur) et de l'argent électronique (transport rendu inutile, conversion facile dans d'autres monnaies, limitation du risque de perte d'accès aux fonds).

Du point de vue culturel, il est semble bien qu'une majorité d'utilisateurs de Bitcoin - du moins avant la fièvre spéculative de 2017 - partage des idées libérales à des degrés divers. Pour certains c'est une vision plus économique du rôle d'une monnaie saine, tandis que d'autres sont plus sensibles à son aspect politique, en particulier son caractère non-censurable, insaisissable, ouvert à toute innovation sans limite d'autorisation, et sans frontières. De fait, nombre des partisans les plus célèbres et prosélytes de crypto-monnaies sont libéraux ou libertariens, au moins selon le standard français : Roger Ver l'affiche fièrement et revendique son éducation à l'Ecole Autrichienne d'économie, Andreas Antonopoulos est plus discret mais n'en fait pas mystère, Richard Heart ou Nicholas Merten rappellent régulièrement leur méfiance envers les gouvernements et les banques centrales, une personnalité comme Jimmy Song va jusqu'à citer *The Ethics of the Production of Money* de Jörg Guido Hülsmann comme une référence idéologique pour les adeptes de Bitcoin, et Vitalik Buterin démontre régulièrement sa bonne connaissance de l'analyse économique moderne couplée à une valorisation très forte de la liberté individuelle contre toutes les formes de collectivisme. Cet attachement philosophique aux principes libéraux est parfois occulté par les comportements spéculatifs d'un certain nombre de gens qui ont acheté du Bitcoin comme ils auraient acheté des bulbes de tulipes[9] s'ils avaient foi dans leur potentiel de hausse rapide et importante. Mais cette seconde catégorie n'est pas représentative du mouvement plus large d'adoption et de promotion de Bitcoin, amorcé par des

---

[8] On l'ignore parfois, mais sur la blockchain Bitcoin il est possible, en plus d'écrire des transactions, d'écrire du texte classique, ce qu'a fait Satoshi Nakamoto en l'occurence, avec le titre suivant "Chancellor on brink of second bailout for banks" (London Times, 3 janvier 2009)

[9] L'avantage de la référence à la fièvre spéculative des bulbes du tulipe en XVIIème siècle en Hollande est d'être comprise et connue de tous. Il semble pourtant que ce soit plutôt une reconstruction historique évoquée dans cet article https://www.smithsonianmag.com/history/there-never-was-real-tulip-fever-180964915/ et détaillée dans l'ouvrage d'Anna Goldgar *Tulipmania: Money, Honor, and Knowledge in the Dutch Golden Age*.

utilisateurs qui au moment de commencer à l'utiliser n'avaient pour horizon que les moqueries du monde entier. La correction brutale du cours de Bitcoin face aux monnaies classiques après la bulle spéculative de 2017 a d'ailleurs opéré un tri dans le monde des crypto-monnaies, et aujourd'hui seuls ceux qui ont un intérêt technique et/ou politique dans le concept de monnaie décentralisée demeurent actifs.

Economistes ou régulateurs, personne ne semble être d'accord sur la nature de Bitcoin et comment le qualifier, économiquement ou juridiquement parlant. Les économistes ont appris à l'université qu'une monnaie ne peut être appelée ainsi que si elle remplit trois fonctions principales : moyen d'échange, unité de compte et réserve de valeur. Ces fonctions sont indépendantes mais se renforcent mutuellement. Bitcoin est un moyen d'échange, mais les limitations techniques actuelles de son réseau le rendent inadapté aux périodes de forte demande de transactions, et pour lutter contre l'engorgement des transactions qui aspirent à être intégrées au prochain bloc validé, il est possible de payer une commission aux mineurs pour passer en priorité. Résultat : en 2017 une transaction a pu coûter jusqu'à une cinquantaine de dollars, ce qui a rendu Bitcoin inadéquat pour les petites et moyennes transactions. Bitcoin est une mauvaise unité de compte, car sa valeur est encore très fluctuante selon les périodes. On peut certes exprimer la valeur des biens et services de l'économie en bitcoins, mais c'est assez inutile puisque cette valeur absolue varie à mesure des fluctuations du cours. Enfin la fonction de réserve de valeur est discutable : à court terme il est possible de perdre du pouvoir d'achat simplement en détenant du bitcoin, mais sur les dix années d'existence du système on notera que la simple détention aura été un calcul largement gagnant à l'exception des malchanceux qui ont acheté au plus haut fin 2017 et souhaiteraient se défaire de leurs bitcoins en 2018. Certains pointent du doigt le faible nombre de commerçants acceptant les crypto-monnaies. On pourrait répondre que les monnaies utilisées dans de très petites économies donnent aussi accès à un nombre très limité de biens et services directement payables en ladite monnaie, or si l'on considère Bitcoin au niveau mondial il existe une réelle possibilité de dépenser son argent dans certains endroits du monde, ou par des intermédiaires[10], ou encore en convertissant ses bitcoins sur des plateformes d'échange en fonction des besoins d'achat dans telle ou telle monnaie nationale. Beaucoup d'économistes demeurent toutefois réticents à qualifier Bitcoin de monnaie, et préfèrent des qualificatifs comme "actif monétaire". Les régulateurs des différents pays ne savent pas non plus s'ils doivent officiellement qualifier Bitcoin d'actif (asset), produit financier (security), marchandise (commodity) ou monnaie (currency). Ce choix est d'autant plus délicat qu'il a des conséquences légales et fiscales importantes. Si dans un premier temps les gouvernements de pays comme la France ont préféré disqualifier Bitcoin lui nier toute valeur de quelque sorte, l'utilisation effective de cette crypto-monnaie par des consommateurs et des commerçants strictement soumis à l'impôt a bien obligé Bercy à admettre qu'il s'agissait d'un bien économique qu'il ne faudrait surtout pas omettre de taxer en bonne et due forme.

Au total il est pratiquement incontestable que Bitcoin est un projet libertarien dans ses objectifs (s'affranchir du contrôle économique et politique exercé par les gouvernements et banques centrales sur la monnaie), dans ses caractéristiques techniques (décentralisation complète, logiciel libre, politique monétaire immuable fixée dans le code et pensée pour imiter l'étalon-or), et dans la culture, les références intellectuelles de sa communauté d'utilisateurs.

2. L'échec des libéraux au XXème siècle et le triomphe de l'Etat-Providence

A. Un siècle de tragédies politiques et d'ascension de l'Etat

Revenir sur les causes de la Première Guerre Mondiale n'est pas l'objet du présent article. Toutefois cet événement historique constitue le point de départ d'une succession d'événements économiques qui ne sont pas étrangers à la suite tragique de ce XXème siècle meurtrier. En effet 1914 combine deux caractéristiques qui vont peser lourd dans le bilan humain de la guerre. D'une

---

[10] Le service purse.io permet par exemple d'acheter n'importe quel bien et service du catalogue en ligne d'amazon.com et de le payer en bitcoins.

part l'apogée de décennies de nationalisme forcené, rabâché à longueur de cours par les "hussards noirs" de la République, et qui va installer dans l'esprit de générations entières l'idée selon laquelle il est parfaitement normal et honorable d'aller mourir sur ordre de la République pour récupérer l'Alsace-Moselle et donner une bonne leçon aux Allemands, dont le nationalisme est d'ailleurs tout aussi extrême, avec en prime une connotation raciste nettement plus marquée. D'autre part le XIXème siècle connaît une lente évolution vers l'abandon des monnaies métalliques dans les transactions courantes au profit du papier monnaie. Si la Révolution de 1848 marque une première période de cours légal et/ou forcé pour les billets de banque, la Guerre de 1870 contre la Prusse ne s'est pas caractérisée par l'utilisation massive de l'outil monétaire pour financer les dépenses de guerre au détriment des détenteurs de billets. La période 1870-1914 va au contraire connaître une généralisation de l'utilisation du billet de banque dans des transactions de plus en plus quotidiennes, et une acceptation de plus en plus large du papier-monnaie comme substitut crédible à l'or. Les publications régulières du bilan de la Banque de France, indiquant le respect des réserves d'or possédées et échangeables en contrepartie des billets de banque en circulation, indiquaient alors une situation globalement saine. Tout bascule en 1914, puisque les principales puissances européennes disposant de monnaies nationales réellement gagées sur l'or s'engagent de toutes leurs forces dans un conflit que tout le monde espère aussi court que le précédent, et qui va pourtant durer en raison d'un équilibre des forces plus marqué qu'en 1870.

Les guerres de jadis devaient être financées par de l'or destiné à payer les armes, les rations et les soldats. Une fois cette richesse dépensée, les gouvernements avaient du mal à remettre la main sur l'or dispersé dans l'économie et gardé précieusement caché par les récipiendaires des dépenses précédentes, quand ceux-ci ne se trouvaient pas hors du royaume… L'absence de conscription générale et le caractère encore "artisanal" des techniques militaires limitaient l'échelle et la durée des conflits. En 1914 chaque jeune français est mobilisable, et les fournisseurs de l'Etat sont tenus d'accepter ses billets de banque. Comme on pouvait s'y attendre, chaque gouvernement commence à émettre beaucoup plus de billets et de titres de créances qu'il ne détient d'or dans les coffres de sa banque centrale nationale et s'endette autant qu'il le peut auprès de sa propre population et de pays étrangers. L'abandon *de facto* de l'étalon-or est probablement accepté d'autant plus facilement que chaque belligérant espère reconstituer ses richesses sur le dos de l'ennemi qu'il pense vaincre. Hélas la guerre va durer quatre longues années et détourner l'essentiel des ressources produites par l'économie pour financer un effort de guerre d'autant plus coûteux que les techniques de combat sont désormais industrielles. Mais contrairement à notre époque, où des soldats non-professionnels ne seraient pratiquement d'aucune utilité sur un terrain d'affrontement, les technologies militaires sont juste assez évoluées pour coûter cher, mais suffisamment accessibles au soldat pour que des armées de centaines de milliers de fantassins ayant effectué leur service militaire puissent encore faire la différence. C'est une cause du désastre, et qui ne nous semble pas suffisamment mise en lumière : la Grande Guerre arrive à une époque où tout est réuni en termes d'idéologie, de technologie, de propagande médiatique et d'organisation monétaire[11] pour une destruction économique et humaine à l'échelle la plus folle qu'on puisse imaginer.

Il est presque devenu banal d'établir un lien de cause à effet entre les deux guerres mondiales, et l'on ne peut pas s'empêcher de noter combien la ruine organisée du vaincu lors du Traité de Versailles en 1919 ne pouvait que favoriser les troubles économiques et politiques qui mèneraient au national-socialisme dans les années 1930. Comme le dénonçait John Maynard Keynes dès le

[11] L'économiste libanais Saifedean Ammous développe notamment cette idée dans son ouvrage paru en 2018 chez Wiley : *The Bitcoin Standard.*

lendemain de la guerre[12], le remboursement des dommages de guerre infligés à l'Allemagne était impossible. Versailles ne pouvait déboucher que sur la ruine économique[13], la rancoeur des Allemands et les troubles politiques internes qui finiraient par affecter toute l'Europe et même le monde.

Après le nouveau désastre économique et humain de la Seconde Guerre Mondiale, la conférence de Bretton-Woods débouche sur la mise en place d'un nouvel ordre monétaire. Malheureusement, en dépit d'une apparence de gage des monnaies sur l'or à travers un taux de change fixe par rapport au dollar et une convertibilité du dollar en or à quantité garantie, ce système ne faisait qu'ouvrir la porte à une croissance illimitée de la taille des gouvernements en proportion de leur économie. En effet les monnaies nationales pouvaient être créées dans des conditions déraisonnables, et la fixité initiale des taux de change se révélait être une fiction au regard des dévaluations successives de monnaies mal gérées par des pays aux destins économiques trop différents. D'autre part le sauvetage des mauvais gestionnaires par les fonds du FMI nouvellement créé constituait une incitation à l'irresponsabilité économique. Par ailleurs, personne n'osait vraiment insulter son protecteur (n'oublions pas le contexte de Guerre Froide) en exigeant la conversion des dollars en or. Et lorsque la France du Général de Gaulle franchit enfin le pas, le système fut bien évidemment incapable d'assurer cette convertibilité, puisque les dollars avaient été émis dans de telles quantités que leur valeur réelle en or s'était effondrée, ce que le président américain Richard Nixon fut bien obligé d'admettre en mettant officiellement fin à la convertibilité-or du dollar en 1971.

Depuis lors il est entendu que les monnaies nationales ne reposent nullement sur une quelconque valeur en métaux précieux, mais sur l'obligation pour tous les agents économiques d'un pays de les accepter à leur valeur faciale, à l'exclusion de toutes les autres formes de monnaie. Comme ce mouvement a concerné simultanément toutes les grandes puissances du monde occidental, le choix n'a pas vraiment était laissé aux investisseurs désireux de se reporter vers des monnaies saines au sens où elles pouvaient l'être à l'époque de l'étalon-or. L'Après-Guerre s'est également caractérisée par une domination intellectuelle des idées socialistes et keynésiennes, dans des proportions variables selon les pays considérés. Ce qui a eu pour conséquence un laisser-aller budgétaire généralisé, le déficit étant justifié par la fiction keynésienne selon laquelle il enrichirait l'économie au total, et la dette étant acceptée sous le prétexte (faux) que cet argent étant dû à nous-mêmes, être endetté n'aurait aucune importance. Quoiqu'il en soit, un pays comme la France est un parfait exemple d'économie de marché (par opposition au socialisme soviétique) qui a néanmoins collectivisé des aspects croissants de la vie de ses citoyens (santé, retraite, aide sociale), poussant la dépense publique bien au-delà de la moitié de la richesse produite chaque année, alors qu'en 1912 leur part se situait à 12,6% du Produit Intérieur Brut[14]. La capacité des gouvernements à lever l'impôt semble constituer une garantie suffisante pour que des investisseurs acceptent de financer les déficits publics en achetant des bons du Trésor (obligations souveraines) durant des décennies. Aujourd'hui des économistes de plus en plus nombreux estiment que nous sommes arrivés au bout de cette logique et que nous sommes

---

[12] « [Les conseillers de] Clemenceau trahirent les intérêts de la France. Ils ont nui aux revendications des régions dévastées, en les exagérant effrontément. Ils abandonnèrent le droit de priorité de la France, pour des dispositions qui porteraient le total bien au-delà de la capacité de paiement de l'Allemagne, - ce qu'ils savaient fort bien, quoi qu'ils pussent dire en public. Ils comprirent dans l'indemnité les pensions et les allocations, ce qui est contraire à nos engagements, et infligèrent à l'ennemi un fardeau insupportable. Tout cela n'a d'autre résultat que de réduire la part qu'aura la France dans les paiements effectués par l'Allemagne, sans augmenter la somme globale qui sera payée. Ils ne s'assurèrent aucun emprunt, aucun règlement des dettes interalliées, s'étant, par leur attitude, aliéné toutes les sympathies. Les délégués français à la Conférence de la Paix sacrifièrent les intérêts réels de leur pays, à des promesses irréalisables, obtenues pour des raisons de force majeure, et qui ne valent pas plus que le papier sur lequel elles sont inscrites. » John Maynard Keynes, *Les conséquences économiques de la paix*, 1919.

[13] L'épisode d'hyperinflation durant la République de Weimar fut la traduction la plus concrète de cette ruine économique, la monnaie allemande étant pratiquement détruite.

[14] Source : Christine André et Robert Delorme, « Le Budget de l'État », in Cahiers français no 261

rendus au point où le remboursement des intérêts de la dette de l'Etat pèse trop lourd sur l'appareil productif pour permettre de dégager les richesses réelles servant au remboursement. Le lien avec Bitcoin se dessine alors : que le défaut sur la dette se fasse directement (absence de paiement) ou indirectement (paiement en monnaie dévaluée par l'inflation), les détenteurs de monnaies nationales risquent de ressentir les effets douloureux de cette dette que "nous devons à nous-mêmes". Tandis que les détenteurs d'or, ou de crypto-monnaies - à supposer que les gouvernements ne parviennent pas à stopper leur développement et leur acceptation croissante à mesure de l'effondrement prévisible des monnaies souveraines - tireront leur épingle du jeu.

B. Le difficile combat des libéraux français

Ainsi, malgré les efforts d'intellectuels libéraux tels que Ludwig Von Mises ou Friedrich Hayek au niveau mondial et leur expression brillante des causes et conséquences de l'étatisation progressive des économies, les gouvernements n'ont pas résisté à la tentation intemporelle et universelle d'augmenter leur train de vie et leurs dépenses. Une vision exagérément négative du déroulement de l'histoire pourrait même nous pousser à conclure que les mises en gardes prophétiques de Hayek ou Mises n'ont pas empêché les expériences collectivistes d'être menées à leur terme, c'est-à-dire jusqu'à l'effondrement économique et ou/social complet des pays concernés, non sans avoir causé des dizaines de millions de morts dans le processus. En ce qui concerne nos pays occidentaux, si nous avons pour la plupart échappé au communisme, cela n'a pas empêché une croissance importante du poids de l'Etat sur le secteur productif, ce qui apparaissait sûrement comme un moindre mal au regard de ce qui touchait alors certains de nos voisins situés juste de l'autre côté du rideau de fer.

En France les années 1960-1970 ont vu émerger une génération d'intellectuels libéraux talentueux et engagés dans la bataille des idées, principalement représentés par des économistes. Serge Schweitzer est un produit immédiat de cette génération qu'on appellera "Les Nouveaux Economistes"[15]. Pourtant si l'on regarde l'évolution des indicateurs concrets du poids de l'Etat en France, force est de constater que l'influence intellectuelle de ces personnalités brillantes n'a pas trouvé de traduction politique suffisamment concrète. Le rapprochement avec une droite libérale incarnée par Alain Madelin ou François Léotard n'y fera rien : même au pouvoir, la droite qui se dit alors libérale finira toujours par maintenir ou augmenter les dépenses publiques et butera sur des réformes importantes comme celle des retraites, de l'assurance maladie ou du syndicalisme. Toutefois la proximité affichée avec la droite de l'échiquier politique va couper le mouvement libéral des français qui se vivent à gauche, une tendance encore accentuée par le mélange parfois malheureux entre des prescriptions économiques libérales et un certain conservatisme social maladroitement associé à de supposés fondements libéraux. Un autre problème, certes moindre, se situe dans la transmission de l'héritage intellectuel des nouveaux économistes aux générations suivantes. On constate aujourd'hui que les mouvements - qu'ils soient de la société civile ou plus rarement du monde politique - les plus actifs et influents qui se revendiquent des idées libérales se sont souvent développés de leur côté, et que les plus jeunes esprits libéraux n'adhèrent pas spontanément aux organisations libérales historiques.

Ce n'est évidemment pas faute d'avoir parfaitement effectué le travail intellectuel de présentation de la pensée libérale, et d'actualisation de ses principes philosophiques et économiques au monde de la seconde moitié du XXème siècle. Ce travail constitue aujourd'hui une mine d'or pour les jeunes libéraux curieux de découvrir les idées, les auteurs et les faits. Mais la connexion ne s'est peut-être pas suffisamment opérée entre le milieu académique et les milieux d'affaires - intellectuellement armés - et le grand public ou encore les élites administratives, médiatiques et politiques, donc l'action décide en dernier ressort de l'évolution du système dans son ensemble. Si du côté des universitaires libéraux un esprit parfois un peu élitiste n'a pas facilité cette

---

[15] Ce groupe comprend initialement Jacques Garello, Florin Aftalion, Gérard Bramoullé, Emil Maria Claassen, André Fourçans, Georges Gallais-Hamonno, Frédéric Jenny, Henri Lepage, Daniel Pilisi, Jean-Jacques Rosa, Pascal Salin, André-Paul Weber et Alain Wolfelsperger. Il conviendrait d'y ajouter des personnalités comme Pierre Dussol, Jean-Pierre Centi, Jean-Yves Naudet, Philippe Nemo, Bertrand Lemennicier, Alain Laurent, Georges Lane, Jacques de Guénin, Philippe Simonnot, et de nombreux autres, pas toujours économistes de formation. Pour une analyse complète de ce mouvement intellectuel, voir la thèse de Kevin Brookes.

connexion, il nous semble que la responsabilité pèse largement sur la force d'inertie d'un système verrouillé par les idées et les mouvements anti-libéraux. Monopole des syndicats, recrutement consanguin des journalistes biberonnés aux idées économiques socialistes et keynésiennes, monopole d'une éducation nationale profondément imprégnée par la capitulation intellectuelle de mai 68 devant l'égalitarisme triomphant et le relativisme culturel, il est raisonnable de considérer que la France partait de trop loin pour qu'un groupe d'intellectuels - même brillants - parvint à renverser la vapeur et faire reculer l'Etat. Il existe peu d'indicateurs pour mesurer la mentalité profonde d'un peuple, mais l'histoire politique et sociale récente de la France tend à montrer que l'égalitarisme issu de la Révolution Française est loin d'avoir disparu. L'omniprésence d'une gauche égalitariste au sein du monde culturel et la pression sociale qui s'exerce depuis longtemps sur les artistes, écrivains ou intellectuels osant prôner des valeurs libérales a des effets peut-être plus profonds qu'on ne le pense sur l'électeur moyen. Nous sommes convaincus que la rationalité devant la supériorité économique du libéralisme ne suffira jamais à faire adhérer explicitement des peuples entiers à ce système, si celle-ci ne s'accompagne pas d'une adhésion à la philosophie libérale et à ses valeurs culturelles. Ce mouvement ne peut être que lent et venir d'en bas, tout le talent et les efforts des intellectuels les plus éminents ne suffiront pas. Tant que 51% de la population considèrera qu'elle est gagnante à dépouiller légalement les 49% restants, le poids de l'Etat ne saurait diminuer de gré, tant les politiciens savent jouer des tensions sociales pour maintenir leur pouvoir et leurs dépenses publiques de redistribution. Reste alors un espoir : trouver le moyen de faire reculer l'Etat de force. Pour cela il est évidemment possible de recourir la violence en réponse à la violence exercée par l'Etat, mais c'est une solution qui nous semble manquer d'éthique et d'efficacité. Il existe une voie plus efficace et plus à notre avis plus noble : priver l'Etat de son fluide vital et de ses moyens de contrôle en se montrant plus intelligent que ses agents. Bitcoin est le plus parfait exemple de cette seconde stratégie.

3. Menace crédible pour l'Etat, espoir réel pour les libertariens

A. La monnaie libre, fer de lance des techno-libertariens

Libérer la monnaie pour s'affranchir de l'emprise étatique n'a rien d'une idée nouvelle. De nombreux économistes libéraux travaillent depuis longtemps sur la question. Hayek lui-même a consacré un ouvrage à imaginer un système de concurrence des monnaies qui seraient volontairement adoptées par les agents en fonction de leur grille de préférence personnelle et seraient poussées à être correctement gérées par leurs émetteurs. L'idée est donc plus radicale que celle - notamment défendue par Mises - d'un simple retour à l'étalon-or. Milton Friedman, interrogé en 1999 à la télévision américaine, décrivait Internet comme la principale source d'optimisme pour les idées libérales[16]. Il soulignait, en plus de l'extraordinaire facilité avec laquelle les idées pouvaient désormais circuler, la difficulté pour l'Etat de collecter des taxes sur les activités se déroulant dans le cyber-espace. Mais une chose manquait encore selon lui : un système fiable de cash électronique permettant de transférer une somme d'argent anonymement de A à B, aussi sûrement que deux personnes peuvent échanger un billet de banque sans se connaître ni connaître la provenance du billet. Il prédisait aussi les effets indésirables d'un tel système, comme son utilisation par les malfaiteurs. Dix ans et une crise financière plus tard, Bitcoin naissait. A la suite de Bitcoin, des centaines, et bientôt plus d'un millier de crypto-monnaies furent créées et peuvent aujourd'hui être échangées sur des plateformes centralisées, décentralisées, ou directement entre utilisateurs. Ainsi les crypto-monnaies marient le souhait de Hayek et celui de Friedman : nous sommes effectivement face à un véritable système de cash électronique, mais celui-ci est de surcroît en concurrence avec d'autres monnaies reposant dans une plus ou moins large mesure sur les mêmes principes techniques et philosophiques à l'origine de Bitcoin. La communauté des crypto-évangélistes ne manque d'ailleurs pas de se déchirer dans d'interminables controverses pour savoir quelle monnaie est supérieure à toutes les autres. Certaines voix rappellent avec justesse que la concurrence entre crypto-monnaies est le meilleur moyen de faire émerger les solutions les plus utiles aux utilisateurs concernés, notamment les meilleurs compromis entre capacité de traitement, efficacité, fiabilité, décentralisation, sécurité,

[16] La vidéo de cette entrevue est disponible sur Youtube https://www.youtube.com/watch?v=leqjwiQidlk

etc. L'idée de blockchain a d'ailleurs été poussée plus loin par des projets comme Ethereum, qui ont pour ambition d'être des registres de transactions plus larges que de simples transactions monétaires, mais plutôt des contrats auto-exécutants dont la complexité n'aurait de limite que l'imagination des contractants. Nous bornerons toutefois la présente analyse aux projets essentiellement monétaires, qui sont déjà nombreux et variés, au point que les coûts d'information sont incroyablement élevés pour des personnes qui ne seraient ni ingénieurs en informatique, ni économistes.

Bitcoin n'est pas la toute première tentative de cash électronique ou de monnaie concurrente de celle du gouvernement. Les précédents sont riches d'enseignements, même s'ils ne devraient pas surprendre un libertarien féru d'histoire. Pour mesurer combien le gouvernement associe sa propre survie au contrôle qu'il exerce sur la monnaie, il est utile d'étudier sa réponse aux initiatives concurrentes. Il serait hors de propos de parler du sort des faux-monnayeurs, puisque d'un point de vue éthique il n'est guère plus glorieux d'imiter une monnaie mal gérée pour son profit personnel que de l'émettre en premier lieu. Le faux-monnayeur est sûrement plus malveillant que le gouvernement. Mais certains entrepreneurs et esprits libres tentent parfois de mettre le gouvernement devant ses contradictions en proposant une alternative honnête et bienveillante à notre système monétaire. Telle fut l'entreprise de Bernard von NotHaus, créateur du Liberty Dollar. Cet ancien surfeur qui mena longtemps une vie de bohème à Hawaï eut un jour une révélation sur le lien entre la préservation de la valeur d'une monnaie et celle de la société qui l'utilise. De plus en plus obsédé par l'or, il finit par retourner sur le continent et crée en 1998 le Liberty Dollar, un projet concurrent du dollar de la Réserve Fédérale des Etats-Unis d'Amérique. Il le décrit lui-même comme une sorte de Fedex venant concurrencer le monopole postal, mais pour la monnaie. Sa monnaie privée circule sur la base du volontariat (c'est donc un acte militant bien conscient) et les pièces et billets marqués sont échangeables contre des quantités d'or ou d'argent fixes. L'équivalent de dizaines de millions de "vrais" dollars vont circuler en Liberty Dollars au bout de quelques années, avant que le gouvernement fédéral ne finisse par réagir. Inculpé et reconnu coupable de crime fédéral, il risque une peine de vingt ans d'emprisonnement. Après avoir fait planer la menace, les juges décident d'une peine légère, retenant notamment la clarté du projet qui n'a jamais voulu faire méprendre ses pièces et billets pour des dollars de la Fed. La communication des autorités judiciaires insiste néanmoins sur la gravité de cette initiative en des termes violents, allant jusqu'à qualifier son créateur de terroriste[17]. Faut-il une preuve plus claire que l'Etat ne tolère pas qu'une initiative libre et volontaire offre une alternative à sa monnaie incapable de préserver le pouvoir d'achat de ses citoyens ? Le tolérer serait extrêmement dangereux, car le financement des politiques de relance keynésienne et d'endettement sans limite n'est possible qu'en contrôlant l'offre de monnaie. Il est très probable qu'à long terme la tolérance d'une monnaie concurrente, en particulier si celle-ci respecte une politique d'étalon-or, entraînerait un jour ou l'autre la fuite accélérée devant la monnaie officielle sans cesse dévaluée. Une autre tentative assez comparable, E-Gold, a valu a son créateur Douglas Jackson une peine d'emprisonnement à domicile avec bracelet électronique[18]. Le message est clair : le rêve de Hayek ou de Friedman ne se réalisera pas tant que l'Etat pourra exercer son pouvoir de répression sur les aventuriers de la monnaie libre.

Bitcoin reprend finalement la philosophie de ces projets, mais a assuré sa survie en n'existant pas sous une quelconque forme institutionnelle ou personnelle. Bitcoin est essentiellement un logiciel, dont le code contient toute la technologie que nous décrivons dans la partie 1. B. du présent article. Son créateur est inconnu, et a de fortes chances d'être aujourd'hui décédé. Bitcoin n'a pas de bureaux, pas de serveurs centraux, aucun point unique de défaillance. Détruire ou attaquer le réseau est extrêmement difficile et demanderait une préparation minutieuse, une improbable coopération de nombreux gouvernements par ailleurs ennemis pour une action forte et simultanée, le tout pour détruire un réseau qui pourrait être recréé à volonté, car on ne peut pas "désinventer" Bitcoin. Les gouvernements tolèrent encore largement son existence (ils n'ont pas

---

[17] L'Attorney du District Ouest de Caroline du Nord, Anne M. Tompkins, a décrit le projet comme "une forme unique de terrorisme intérieur" qui tente de saper la monnaie légitime de ce pays". D'après un communiqué de presse du département judiciaire, elle aurait ajouté "si ces formes d'activités anti-gouvernementales n'impliquent pas de violence, elles sont tout aussi insidieuses et représentent un danger clair et imminent pour la stabilité économique de ce pays".

[18] https://www.wired.com/2009/06/e-gold/

le choix), peut-être parce qu'une interdiction complète serait coûteuse à mettre en place alors même que la concurrence effective pour les monnaies fiat (monnaies souveraines à cours légal) semble encore anecdotique. On peut aussi supposer que les fonctionnaires du gouvernement ne comprennent que très difficilement ce à quoi ils font face, et sont donc très hésitants sur la manière de réagir. Cette relative tolérance est une opportunité pour tous les crypto-enthousiastes qui peuvent continuer à peaufiner leur technologie de combat monétaire et idéologique pour mieux échapper au contrôle des monnaies d'Etat en temps voulu. Chaque attaque qui ne tue pas le projet le rend plus fort, car ses défauts apparaissent et sont corrigés avant que l'enjeu ne soit un jour plus important.

Bitcoin est un garde-fou pour les banques centrales. Si ces dernières parviennent à gérer correctement leurs monnaies dans les années à venir, Bitcoin aura du mal à être adopté. On peut le regretter du point de vue libertarien, mais dans des pays où l'inflation est encore maîtrisée, l'état de droit relativement respecté, et l'accès à la finance suffisamment large, le citoyen moyen n'a pas de motivation objective suffisamment forte pour adopter un système monétaire incertain, techniquement complexe et juridiquement risqué. Il faut toutefois envisager la possibilité que les gouvernements occidentaux comme les Etats-Unis ou la France ne parviennent pas à maîtriser leur dette, et que leurs banques centrales se trouvent acculées : soit elles continuent à prêter de l'argent aux irresponsables au risque de laisser l'inflation exploser, soit elles ferment le robinet d'argent magique et laissent les gouvernements face à une banqueroute programmée qui se ressentira nécessairement sur l'économie du pays et le portefeuille des contribuables à qui l'on demandera évidemment de prendre le relais des banques centrales. Dans ces deux cas de figure (inflation incontrôlée ou chasse aux ressources réellement disponibles), il est probable que les agents cherchent désespérément le moyen de mettre le fruit de leur travail à l'abri. C'est alors que les libertariens pourront orienter les contribuables en détresse vers un outil qui n'a jamais existé auparavant : un moyen d'échange et réserve de valeur insaisissable[19], anonyme[20], accessible sans autorisation, parfaitement durable, divisible, fongible, transportable, impossible à contrefaire, et sur lequel aucun individu ni groupe d'individus n'exerce le contrôle.

Un autre aspect de Bitcoin qui nous semble insuffisamment souligné par les commentateurs est sa nature déflationniste. La quantité de monnaie en circulation évoluant à un rythme lent et prévisible, toute augmentation de la quantité de richesse cherchant à sortir des monnaies fiat et à rejoindre l'économie de Bitcoin doit logiquement augmenter la valeur des unités déjà en circulation. Ce phénomène est radicalement différent de la gestion classique de la monnaie par les banques centrales. Si ces dernières ont pour mandat d'éviter une trop forte inflation, elles sont encore plus effrayées par la perspective d'une déflation et préfèrent toujours manipuler les taux d'intérêt à la baisse pour stimuler l'octroi de crédits plutôt que de laisser les prix fluctuer à la baisse pour des raisons organiques telles que le souhait des agents de moins consommer, ou encore des gains de productivité importants dans de nombreux secteurs de l'économie. Ainsi, même si le scénario catastrophe d'un effondrement des monnaies nationales ne se produit pas, il est possible que les agents économiques les plus austères dans leur mode de vie se tournent spontanément vers une monnaie déflationniste plutôt que de voir leur pouvoir d'achat fondre à long terme en raison de la volonté idéologique des gouvernements et des entreprises de soutenir à tout prix la consommation immédiate.

---

[19] On lit parfois dans la presse que des bitcoins auraient été "saisis" dans un cadre judiciaire. Il est important de noter que la possession effective de ses bitcoins signifie en pratique disposer de sa clé privée, c'est-à-dire la preuve de contrôle des fonds disponibles qui permet de les dépenser. Or beaucoup d'utilisateurs font l'erreur de confier la gestion de cette clé privée à des intermédiaires, en particulier des plateformes d'échange. Il existe pourtant des solutions de stockage et sécurisation sur son smartphone, son ordinateur personnel, ou sur un périphérique physiquement sécurisé et facile à dissimuler. Mieux encore, mémoriser une suite de 12 ou 24 mots générés aléatoirement à la création du portefeuille Bitcoin suffit à en garder le contrôle. La seule solution pour "saisir" les bitcoins ainsi sécurisés serait alors de torturer son détenteur pour le forcer à révéler la suite de mots donnant accès à sa clé privée.

[20] Comme nous le rappelions plus haut, Bitcoin n'est pas exactement anonyme. Mais il existe déjà des alternatives plus privées comme Monero (XMR), et le développement actuel de la seconde couche de Bitcoin, baptisée Lightning Network, prévoit un routage en oignon pour les transactions qui devrait permettre une réelle confidentialité.

Comme nous l'avons mentionné, un assèchement des capacités d'endettement des gouvernements ne suffirait pas à diminuer comme par magie la croissance des dépenses publiques au détriment du secteur productif. Les libertariens, éclairés de surcroît par les nombreux travaux de l'école du Public Choice et les exemples historiques, sont convaincus que des personnalités comme Margaret Thatcher sont l'exception qui confirme la règle : en règle générale ceux qui choisissent la politique aiment dépenser l'argent des autres, s'offrir une vie confortable au passage, et ne cesseront de le faire que lorsque l'argent des autres leur sera enlevé des mains. Mais comment faire ? Bien sûr on pourrait espérer que les contribuables expriment leur mécontentement et deviennent majoritaires dans les urnes, portant au pouvoir des candidats qui une fois élus baisseront réellement la dépense publique plutôt que d'augmenter les recettes pour financer l'augmentation des dépenses. L'expérience française (mais elle n'est est hélas pas la seule) porte plutôt au pessimisme. On pense à ce dicton apprécié des libéraux : dans chaque niche fiscale, il y a un chien prêt à mordre. On peut facilement étendre ce constat à l'ensemble des bénéfices publics, avantages fiscaux et privilèges de commerce que les hommes de l'Etat octroient d'autant plus généreusement que le coût est nul pour leur propre personne. Fort logiquement, il est politiquement difficile de faire accepter la disparition d'un bénéfice existant (ce qu'on voit) en prétextant du bénéfice qui pourrait exister pour un autre segment de population qui n'a généralement pas conscience qu'il serait le bénéficiaire potentiel de la réforme (ce qu'on ne voit pas). L'autre problème souligné par l'économiste Mancur Olson - que Serge Schweitzer ne manque jamais de citer dans ses cours - est le caractère concentré des bénéfices actuellement distribués par opposition au caractère diffus des gains pour ceux qui souhaiteraient sa disparition. On le voit, le système démocratique rend beaucoup plus facile la création d'une dépense publique que sa disparition, puisque les incitations à défendre la dépense existante sont bien plus fortes et l'action plus facile à organiser que pour ceux qui aimeraient cesser de financer tous ces avantages particuliers. L'illusion créée par les politiques fonctionne bien dans des pays comme la France, où chacun essaie de vivre aux dépens des autres à travers la grande fiction qu'est l'Etat, comme l'a justement dit Bastiat.

La démocratie, aussi souhaitable qu'elle soit d'un point de vue philosophique, aurait-elle une tendance inflexible à mener une société à la banqueroute ? C'est une vision partagée par de nombreux libertariens. La question se pose alors de comment mettre fin à cette spirale infernale. Comme nous ne connaissons que trop bien les risques auxquels font face les pays qui renoncent à la démocratie - dont nous pensons qu'ils sont encore supérieurs au simple risque de banqueroute économique des social-démocraties actuelles - l'autre solution consiste à tarir la source d'argent public. Pour un libertarien la question de la fraude fiscale n'est pas un tabou, puisque l'impôt est un vol. Mais même pour un libéral classique la question de la résistance au prélèvement forcé du fruit de son travail se pose lorsque l'impôt ne sert plus à financer les missions régaliennes de l'Etat depuis longtemps, et que sa fonction principale est d'acheter les voix des électeurs par le versement de bénéfices dans un feu d'artifice de gaspillages et une opacité totale tant le schéma des dépenses publiques est devenu illisible hormis par quelques experts. Naturellement les gouvernements sont conscients de leur dépendance à l'impôt, et le système bancaire actuel est pensé pour faciliter la vie à l'administration fiscale. Toutes les évolutions récentes traduisent la volonté gouvernementale de resserrer les mailles du filet autour des citoyens qui tentent d'échapper au marteau fiscal : limitation des paiements en espèce, facilitation des échanges d'informations entre les banques et le fisc, prélèvement de l'impôt à la source, et obligation pour les travailleurs indépendants d'envoyer leurs factures sur une plateforme proposée par l'administration, "loi Sapin 2" autorisant à geler les retraits depuis les placements en assurances-vie en cas de panique financière, etc. Le piège est en train de se refermer doucement mais sûrement sur les citoyens, et envisager un système de cash électronique comme Bitcoin ne nous semble en rien farfelu si l'on regarde les perspectives à 10 ou 20 ans.

B. Les obstacles sur la route de la libération monétaire

Si Bitcoin est encore regardé avec méfiance, même par de nombreux économistes et intellectuels libéraux, c'est parce que le système est encore dans sa prime jeunesse et souffre de défauts qui l'empêchent d'être à l'heure actuelle le recours que nous venons de décrire. Il nous semble toutefois que chacun de ces obstacles est surmontable à court ou moyen terme.

Une première difficulté réside dans l'incitation à adopter le système. La monnaie est typiquement un bien soumis à des effets de réseau, autrement dit son utilité réelle augmente avec le nombre d'utilisateurs puisqu'une monnaie n'a d'intérêt que si elle permet d'effectuer des achats. Actuellement l'acceptation de Bitcoin est très faible dans le commerce, pour diverses raisons dont l'incertitude de son statut juridique et fiscal n'est pas la moindre. L'essentiel des transactions enregistrées sur la blockchain concerne aujourd'hui des opérations spéculatives, et l'adoption organique semble moins forte qu'il y a quelques années. Cela peut sembler paradoxal, mais il existe des raisons objectives. En particulier les frais de transaction, qui étaient pratiquement nuls il y a quelques années, ont fortement augmenté au moment de la bulle spéculative de 2017. Les blocs dans lesquels sont enregistrées les transactions ont une taille limitée, et sur la blockchain Bitcoin (BTC) le système est calibré pour la production d'un bloc toutes les dix minutes environ. Le nombre de transactions par seconde est donc extrêmement faible en comparaison d'un système de paiement comme Visa, ce qui constitue un frein pour une adoption qui concernerait des achats réguliers au quotidien.

Il est possible d'augmenter la capacité du réseau, mais cette réforme du fonctionnement de Bitcoin s'est heurtée à la difficulté de trouver un accord dans un réseau sans aucun chef capable d'imposer une décision, et a fait émerger un nouveau problème : celui des divisions au sein-même de la communauté déjà faible par sa taille. Nous l'avons dit précédemment, Bitcoin ne peut pas être contrôlé par une organisation extérieure ou même un groupe d'individus, c'est ce qui garantit la persistance des caractéristiques auxquelles ont adhéré ses utilisateurs. La seule possibilité de réforme consiste alors à faire volontairement adopter une nouvelle version du logiciel et du protocole associé aux différents acteurs du réseau : noeuds complets, mineurs, utilisateurs, plateformes d'échange, éditeurs de portefeuilles électroniques. Si une partie seulement de la communauté adopte un changement incompatible avec la version précédente, cela débouche sur un "fork", c'est-à-dire la création d'une nouvelle branche persistante de la blockchain, qui revient de fait à utiliser une nouvelle monnaie. Si de nombreux forks ont eu lieu à partir de la version initiale de Bitcoin, aucun n'avait été aussi significatif et n'avait causé autant de troubles dans la communauté que celui d'août 2017 qui a donné naissance à une nouvelle itération de Bitcoin, appelée Bitcoin Cash. L'intérêt d'évoquer ce fork et ses raisons n'est pas purement technique, il illustre les problèmes concrets auxquels peut faire face une communauté libre et décentralisée laissée à elle-même. Le désaccord qui a débouché sur la création de Bitcoin Cash (BCH) portait sur la mise à l'échelle du réseau. Pour que Bitcoin demeure conforme à ce que décrit Satoshi Nakamoto dans son article d'origine, les transactions doivent être aussi souples et dépourvues de frais de transaction qu'avec le cash que nous connaissons. Ce n'était plus le cas avec le succès inattendu de l'expérience Bitcoin, et une divergence de vue irréconciliable est apparue entre les partisans d'une augmentation de la taille des blocs sur la chaine principale, et les partisans d'une solution de seconde couche, c'est-à-dire la création d'un nouveau réseau rattaché directement à la chaîne principale et utilisant sa monnaie, mais avec un fonctionnement parallèle pour régler la plupart des transactions et un retour sur la chaîne principale limité aux opérations de compensation. Cette solution prenant du temps à développer (son développement est toujours en cours à l'heure où nous écrivons) les partisans de BCH ont perdu patience et ont craint que l'engorgement du réseau ne mette en coup de frein durable à l'adoption de Bitcoin. Ce type de division affaiblit clairement le concept de crypto-monnaie dans son ensemble, puisque la séparation entre plusieurs monnaies perturbe la stabilité de chacune d'entre elles face aux immenses capitalisations de monnaies souveraines comme le dollar ou l'euro, augmentant ainsi leur volatilité et créant une incertitude pour tous ceux qui tentent d'entreprendre dans cet univers pour le rendre réellement utile et concrètement utilisable pour les agents économiques. Les partisans du Bitcoin original (BTC) redoutaient pour leur part une augmentation de la taille des blocs car celle-ci peut avoir pour effet de centraliser un peu plus les opérations de minage, et de rendre plus vulnérable l'ensemble du réseau à une possible attaque malveillante de la part des mineurs désormais en oligopole, ou d'exposer les entreprises de minage à la répression de gouvernements qui tenteraient d'affaiblir Bitcoin. En novembre 2018 c'est un nouveau déchirement qui attend cette fois-ci Bitcoin Cash (la branche minoritaire de Bitcoin), cette fois-ci sur la question de savoir si BCH doit se limiter à l'application strictement monétaire ou si la blockchain doit permettre des applications plus complexes. Un nouveau fork se profile, plus inquiétant que le précédent considérant l'hostilité qui règne entre les partisans des solutions concurrentes et les menaces quasiment délirantes où un camp menace de détruire la monnaie de l'autre camp par des attaques techniques dont la meilleure analogie serait une guerre

nucléaire où tout le monde perd mais où la menace crédible peut assurer la victoire avant même d'avoir à faire la guerre.

Le troisième obstacle important est la menace répressive que font planer les Etats sur Bitcoin. En Occident comme ailleurs, l'instabilité règlementaire est totale et personne n'a de vision claire de la manière dont les gouvernements entendent tolérer Bitcoin ou non, et sous quelles modalités légales, fiscales et règlementaires. Un commerçant qui accepte aujourd'hui des paiements en crypto-monnaies le fait dans un flou total, et se heurte à des obstacles pratiques en matière de comptabilité, de déclaration d'impôts, de rémunération des employés et de recours juridiques en cas de litiges sur un paiement. On mesure ici combien le cadre du marché est indispensable à son développement. Il y a fort à parier que Bitcoin ne sera pas adopté dans des pays où règnent encore stabilité financière et état de droit avant qu'une crise économique sérieuse ne vienne modifier la situation. Mais dans des pays où l'économie ne fonctionne plus (Venezuela, Argentine) ou dans ceux où le contournement des règles juridiques et la corruption se pratiquent largement (Chine, Philippines, etc.) l'adoption se poursuit. On peut le comprendre si la souffrance pour qui ne s'échappe pas du système monétaire défaillant est supérieure au risque d'être victime de répression pour s'en être échappé. De plus, chacun sait que dans un pays où l'Etat est en faillite les fonctionnaires ne sont plus régulièrement payés, et la tentation de céder à une offre de corruption en crypto-monnaies en échange de fermer les yeux sur leur utilisation est évidemment trop forte pour qu'une interdiction soit rigoureusement appliquée. Bitcoin ne connaissant pas de frontières, il est parfaitement envisageable que l'adoption dans les pays qui ne sont pas en crise ouverte (pas encore ?) soit poussée par une augmentation de la valeur de ces nouvelles monnaies due à leur adoption organique dans des pays où les inconvénients de Bitcoin semblent faibles au regard de l'hyperinflation qui menace concrètement et immédiatement la survie des populations. Un détenteur de bitcoins en France ou aux Etats-Unis peut assez facilement les revendre à un Vénézuélien ou un Zimbabwéen sans avoir à traverser une frontière physique, même si cela peut avoir à se faire indirectement par une suite de transactions.

Enfin, dans l'hypothèse d'un afflux massif de richesses vers Bitcoin au détriment des monnaies nationales, peut-être en raison-même de leur effondrement progressif, l'effet redistributif serait conséquent. Ceux qui auront acheté des bitcoins très tôt verront le pouvoir d'achat de leur monnaie augmenter, tandis que ceux restés fidèles aux monnaies nationales (ou prisonniers d'elles) verront le fruit de leur travail s'effriter devant leurs yeux. On pourra toujours défendre cette redistribution de richesse effective en soulignant combien le gain des premiers adeptes de Bitcoin constituera une récompense pour leur clairvoyance des évolutions économiques et surtout de la prise de risque considérable d'avoir un jour échangé du "vrai argent" contre un jeton électronique dont 99% de la société se moque encore et contre le risque duquel tant d'intellectuels mettent en garde[21]. La nature humaine étant ce qu'elle est, il resterait néanmoins difficile pour les gagnants d'un tel contexte de crise économique et politique d'assumer publiquement leur enrichissement tant il sera inconcevable pour les détenteurs de monnaies et dettes souveraines d'avoir été à ce point trompés par leurs gouvernements et leurs banques centrales. Il est des situations qu'il vaut mieux éviter plutôt que de pouvoir assumer avec fierté combien l'on avait raison depuis le début. C'est pourquoi le scénario d'une "hyperbitcoinisation" ne serait pas une victoire tellement souhaitable pour les libertariens partisans de Bitcoin. Enfin, malgré les critiques justifiées du système financier actuel, il ne faudrait pas oublier combien notre économie moderne est dépendante de ses services, à commencer par les moyens de paiement électroniques qui ont fait leurs preuves, mais encore le mécanisme de crédit (qui est parfois correctement utilisé) sans

---

[21] L'économiste Paul Krugman, titulaire du prix Nobel d'économie, dénigre régulièrement Bitcoin et les crypto-monnaies sur son compte Twitter ou dans ses éditoriaux pour le New-York Times, avec une grande virulence, titrant par exemple en 2013 "Bitcoin, c'est le mal". Les mauvaises langues rappellent toutefois que ce même Paul Krugman exprimait un très grand scepticisme à l'égard d'Internet, estimant que cette innovation n'aurait pas plus d'impact sur l'économie que l'invention du fax. Voici l'extrait du propos concerné paru en 1998 dans Times Magazine : "*The growth of the Internet will slow drastically, as the flaw in 'Metcalfe's law'-which states that the number of potential connections in a network is proportional to the square of the number of participants-becomes apparent: most people have nothing to say to each other! By 2005 or so, it will become clear that the Internet's impact on the economy has been no greater than the fax machine's.*"

lequel il n'est pas sûr que nous aurions pu atteindre un tel niveau de développement. Bitcoin ne pouvant pas simultanément appartenir à deux agents (le transfert de propriété est aussi net que lors d'un échange de billets de banque ou de pièce d'or de la main à la main), un mécanisme de prêt direct entre offreurs et demandeurs de monnaie n'autoriserait pas de système bancaire à réserves fractionnaires. On peut alors supposer que des monnaies privées elles-mêmes gagées sur une quantité de bitcoins réellement détenue se mettraient rapidement en place, ce qui reviendrait au total à recréer un système financier comparable à celui que nous connaissons, à la différence notable qu'on ne dépendrait alors plus d'une banque centrale. Mais là encore, l'établissement d'un tel système ne pourrait probablement pas se faire de manière clandestine et devrait accepter la lumière du jour s'il prétend à une pénétration suffisante dans l'économie, auquel cas l'Etat pourrait parfaitement lancer son appareil répressif contre une telle initiative de "lèse-banque centrale".

Conclusion

Bitcoin demeure un système au potentiel encore incertain et fortement contrarié par le monopole monétaire et juridique qui prévaut aujourd'hui, et ce en dépit de qualités certaines. Nous avons toutefois des raisons d'espérer en l'avenir des idées libertariennes et libérales : d'abord la monnaie nous semble être la mère de tous les combats libéraux, et Bitcoin est conçu avant tout comme une monnaie aux caractéristiques délibérément libérales, pensée pour résister à toutes les formes de contrôle. Sa portée étant mondiale par nature, les gouvernements auront bien du mal à empêcher son développement s'ils ne parviennent pas à synchroniser leurs attaques. Or cette synchronisation est d'autant plus improbable qu'il existera toujours des pays mieux gérés que d'autres qui seront heureux de constituer des havres de paix pour accueillir les capitaux en bitcoins ou autres crypto-monnaies, et qu'à moins de réussir à entièrement couper Internet il sera pratiquement impossible d'empêcher la fuite de ces capitaux.

La libre monnaie est une autre manière de faire de la politique : son amélioration, sa promotion auprès des consommateurs et des commerçants et son utilisation la plus fréquente possible seront peut-être plus efficaces que toutes les initiatives politiques qui ont pu exister au siècle dernier, du moins en France. Si le combat des libéraux peut être regardé avec quelque pessimisme vu la croissance inquiétante des gouvernements, leurs efforts d'éducation n'auront évidemment pas été vains. De fait l'influence directe des économistes libéraux - et notamment autrichiens - se retrouve dans des projets aussi influents que Wikipedia[22] dans le domaine de l'information ou Bitcoin dans le domaine de la monnaie.

Bitcoin n'existerait sans doute pas sans l'influence des idées libérales, mais les idées libérales ont tout autant besoin de traductions concrètes pour lutter contre l'oppression étatique, sous peine de rester lettre morte. Le mouvement techno-libertarien détient peut-être l'outil le plus puissant qui ait jamais existé pour retrouver la maîtrise de l'argent librement gagné par la coopération volontaire, ce qui ne peut que bénéficier à la société dans son ensemble. Même s'il ne devait jamais s'imposer, le système Bitcoin et ses différents avatars constituent par leur seule existence et leur relative notoriété - à défaut de réelle adoption pour l'instant - une menace pour l'Etat, une incitation à ne pas abuser de son monopole monétaire au-delà d'une certaine limite pour rediriger les richesses produites par le secteur productif en direction du secteur improductif que constitue la simple redistribution ou la plupart des opérations actuelles de l'Etat. Alors que les libertariens semblent moins influents que jamais dans la sphère politique, l'heure de la revanche des idées a peut-être sonné. A défaut de réformer l'Etat, la reprise du contrôle de la monnaie pourrait progressivement le rendre inutile, redondant, et pourrait faire apparaître la folie dépensière et guerrière du XXème siècle comme un malheureux accident de l'histoire.

Pierre Schweitzer

Maître de Conférences Associé
Aix-Marseille Univ
Laboratoire Interdisciplinaire de Droit des Médias et des Mutations Sociales – EA4328

---

[22] Son fondateur, Jimmy Wales, affirme que les idées de Hayek avaient inspiré son projet d'encyclopédie libre et décentralisée. https://object.cato.org/sites/cato.org/files/serials/files/policy-report/2017/1/cpr-v39n1-8.pdf